

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20077 - 77ÈME ANNÉE

**Ce soir à 18 heures au 4 rue Emile Rolland,
siège de la Section communiste**

Présidentielle : Premier meeting du PCR en faveur de Fabien Roussel ce soir au Port

Deux mois après avoir accueilli le secrétaire national du PCF, candidat à l'élection présidentielle, le PCR organise trois meetings en sa faveur. Le premier aura lieu ce soir au Port. Les deux autres sont prévus à Sainte-Suzanne et à Saint-Pierre.

Voici deux mois, Fabien Roussel était en visite à La Réunion dans le cadre de la campagne à l'élection présidentielle. Le secrétaire national du PCF avait été accueilli par une délégation du PCR. Son séjour a été marqué par de nombreux échanges entre la délégation du PCF et les communistes réunionnais. Fabien Roussel avait également reçu les parrainages de plusieurs élus communistes : Nadine Damour, Maurice Gironcel et Jean-Yves Langenier avaient fait part publiquement de leur décision aux côtés du candidat du PCF à la présidentielle.

Solidarité des luttes

Fabien Roussel avait également tenu à Sainte-Suzanne son meeting de campagne à La Réunion. Il avait précisé les orientations de son programme général, ainsi que donné le contour de ses propositions pour l'Outre-mer.

Cette visite avait été l'occasion de rappeler les liens de solidarité entre les deux Partis communistes. Cette solidarité s'est notamment



manifestée lors des élections européennes de 2019. Le PCF avait sollicité le PCR pour participer à la liste conduite par Yann Brossat. Julie Pontalba eut la responsabilité d'être la représentante du PCR dans cette bataille. Le PCF a placé Julie Pontalba en 6e position sur une liste composée de plus de 40 candidats, ce qui témoigne d'une confiance mutuelle.

Respect mutuel

Cette solidarité s'est construite sur un respect mutuel. Un principe de base du communisme est que chaque parti est responsable devant son peuple. Cela explique pourquoi le PCF n'a jamais eu l'ambition de créer une représentation à La Réunion, et que le PCR s'est abstenu de créer des sections

parmi les émigrés réunionnais en France. Le PCF est le seul parti français à faire preuve de cette attitude envers le peuple réunionnais. Ceci explique également pourquoi le candidat du PCF respecte la volonté de développer la responsabilité du peuple réunionnais revendiquée par le PCR.

Dans le cadre de l'élection présidentielle, le PCR organise donc trois meetings en sa faveur. Le premier aura lieu ce soir à 18 heures au Port : rendez-vous à la permanence de la Section PCR au 4 rue du général Emile Rolland. Deux autres réunions de ce type sont prévues : le 4 mars à Sainte-Suzanne et à Saint-Pierre, avec une date qui reste à préciser.

M.M.

Crise en Ukraine : quelles conséquences sur les prix ?

La Russie est un des principaux exportateurs de pétrole et de gaz. Son implication désormais sur le plan militaire dans la crise en Ukraine a aussitôt eu des répercussions chez les spéculateurs qui fixent le cours du pétrole. Pour la première fois depuis plusieurs années, le prix du baril de pétrole a dépassé la barre symbolique de 100 dollars. Si l'Union européenne et les autres pays occidentaux maintiennent leurs promesses de sanction contre la Russie, alors le cours des hydrocarbures risque bien de s'envoler. Or, Washington a tout intérêt à des sanctions durables. Les compagnies pétrolières américaines proposent par exemple une alternative au gazoduc Nord-Stream 2 qui est prêt à fonctionner et qui doit alimenter de manière imminente l'Europe en gaz russe : une flotte de méthaniers américains transportant du gaz extrait du sol des États-Unis, avec un prix fixé par les compagnies pétrolières des États-Unis, un rêve pour ces capitalistes. Plus le cours du pétrole sera élevé, plus grand sera le profit des capitalistes actionnaires de l'industrie des hydrocarbures des États-Unis. D'où l'intérêt de Washington à un pourrissement de la situation justifiant le maintien de sanctions contre la Russie favorisant d'une part la hausse du cours du pétrole, et d'autre part amenant les Européens à réduire considérablement leurs importations de Russie, un concurrent sur le marché du gaz et du pétrole.

Cette situation ne manquera alors pas d'être saisie par les compagnies pétrolières pour augmenter le prix des carburants à leur arrivée à La Réunion, qu'elles peuvent fixer sans avoir à rendre compte car elles maîtrisent

tous les paramètres. En effet, les profits réalisés dans l'extraction du pétrole, le raffinage en carburants et le transport sont d'une totale opacité alors qu'ils constituent une part essentielle du prix des carburants à La Réunion : le prix à l'arrivée sur le quai. Toutes les autres composantes du prix de l'essence et du gaz à La Réunion sont connues : taxes et marges des intermédiaires, notamment des gérants des stations-service. De là découle le prix maximum fixé par arrêté préfectoral qui est le prix pratiqué dans toutes les stations-service, à l'exception depuis le début de la semaine des stations Total.

Total a en effet imposé une baisse de 10 centimes par litre de carburant à ses distributeurs et ces 10 centimes sont prélevés sur la marge des gérants des stations-service.

La décision de Total suscite une vive protestation des gérants concurrents. Ils estiment que si leurs enseignes leur imposent un alignement sur les prix de Total, leur marge baissera et l'emploi des pompistes sera menacé. Or, que représenteront ces 10 centimes si le prochain prix maximum fixé par arrêté préfectoral intègre un cours du baril dépassant largement les 100 dollars ? Ce chantage à l'emploi doit immédiatement cesser.

Car la priorité est de se tourner vers les compagnies pétrolières pour qu'elles ne profitent pas de la crise en Ukraine pour justifier une hausse importante du prix sur le quai des carburants qu'elles importent à La Réunion. C'est là que réside le principal potentiel de baisse des prix, qui est sans doute de plus de 10 centimes par litre.

Compte tenu du monopole du tout-au-

tomobile dans les déplacements à La Réunion, les automobilistes et les transporteurs ne sont pas les seuls concernés. Ces derniers ne manqueront de répercuter la hausse des prix du gasoil sur leurs clients. Au final, ce sera le consommateur qui paiera la totalité de ce surcoût. Or, pour la plupart des Réunionnais, le coût de la vie est déjà intolérable.

A La Réunion, les deux derniers grands mouvements sociaux étaient le COSPAR en 2009 et les gilets-jaunes en 2018. Les deux trouvaient leur origine dans une hausse importante des prix carburants décidée par les compagnies pétrolières pour le COSPAR, et, pour les gilets-jaunes, dans la volonté de la Région présidée par Didier Robert d'augmenter ces prix par une hausse des taxes afin d'équilibrer un budget mis à mal par l'impasse de la route en mer et l'application de promesses électorales visant à assurer la popularité de Didier Robert comme la « continuité territoriale », plus de 50 millions d'euros à elle seule.

Un tel mouvement social tomberait au plus mauvais moment pour le pouvoir, car c'est la campagne présidentielle et le président sortant va sans aucun doute briguer un nouveau mandat.

D'où l'impérieuse nécessité pour Paris d'éviter cette situation, se posera alors la question de savoir comment le gouvernement comptera-t-il s'y prendre pour espérer acheter la paix sociale.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

Derrière l'Ukraine, l'objectif russe est de stopper l'OTAN

Le discours prononcé ce 21 février par Vladimir Poutine, dans lequel le président russe a annoncé la reconnaissance par Moscou de l'indépendance des deux républiques séparatistes de l'Est ukrainien, a accordé une large place à ce que Moscou présente sans relâche, depuis des années, comme sa préoccupation sécuritaire première : l'extension de l'OTAN vers l'Est. Depuis la chute du mur de Berlin en 1989 et la disparition de l'URSS en 1991, l'OTAN s'est élargie à de nombreux pays d'Europe de l'Est, malgré la désapprobation de Moscou. Cette extension vers les frontières russes a contribué à la montée des tensions entre les Occidentaux et le Kremlin – une tension spécialement palpable depuis le changement de pouvoir intervenu en Ukraine en 2014, et qui est encore montée d'un cran ces dernières semaines et ces tout derniers jours. L'équipe de Petro Porochenko (président de 2014 à 2019) puis celle de Volodymyr Zelensky (élu en 2019, et dont le mandat s'achève en 2024) ont toutes deux indiqué leur souhait de faire adhérer leur pays à l'Alliance. Si cette dernière n'a jusqu'ici pas donné suite à la candidature de Kiev, les relations OTAN-Ukraine se sont toutefois intensifiées au cours de ces dernières années.

L'OTAN est en effet née le 4 avril 1949, près de 4 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, et dans un contexte de début de la guerre froide (1947-1991), menée par l'URSS (bloc Est) et les États-Unis (bloc ouest). Au sortir de la guerre, les pays européens occidentaux décident de conclure une alliance de défense avec les États-Unis et le Canada, afin de se garantir mutuellement la liberté et la sécurité par des moyens politiques et militaires. Les membres initiaux, que sont la Belgique, le Danemark, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, le Canada et les États-Unis, sont rejoints par la Grèce et la Turquie (1952), l'Allemagne (1955), l'Espagne (1982), la Hongrie, la Pologne et la République tchèque (1999), quelques années après l'éclatement de l'URSS. La Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie suivent à leur tour (2004). Suivent l'Albanie et la Croatie (2009) et plus récemment, le Monténégro (2017), ainsi que la Macédoine du Nord (2020), qui sont devenus les 29^e et 30^e pays membres de l'OTAN. Sur son site officiel, l'alliance précise qu'une « décision de l'OTAN » est « l'expression de la volonté collective de l'ensemble des 30 membres, étant donné que toutes les décisions sont prises par consensus ».

Jugée à bout de souffle, ou en état de « mort cérébrale » selon les propres propos d'Emmanuel Macron en 2019, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord a retrouvé son ennemi initial et a été replacée au cœur des enjeux géopolitiques. Elle devra ordonner une réponse face à la nouvelle menace expansionniste russe, qui a donc décidé

d'enlever à l'armée de l'Ukraine toute capacité offensive ce jeudi, en réponse à la volonté de l'OTAN de vouloir faire du pays ukrainien son 31^e membre, ce qui est vu comme une menace par Vladimir Poutine, qui a toujours considéré l'Ukraine comme un des ultimes États historiquement russe encore « neutre ».

Sur le plateau télévisé de RT France, le journaliste Pierre Lorrain a livré son analyse de l'opération militaire russe entamée plus tôt dans la journée. Selon lui, « la Russie n'a pas grand chose à perdre dans une opération militaire limitée ». « Cette intervention rappelle beaucoup ce qui s'était passé au Kosovo en 1999 [...]. L'OTAN avait lancé une offensive aérienne contre les installations militaires significatives en Serbie [...] Il n'y avait pas eu d'intervention militaire sur le sol de l'OTAN, en revanche les bombardements avaient duré deux mois ».

Concernant l'évolution de la situation sur la scène internationale, Pierre Lorrain a émis des réserves sur les capacités de l'OTAN à agir face aux événements. « Même si elle donne l'impression de la solidarité atlantique et que tous les États seront d'accord pour condamner [mais] agir, c'est une autre histoire [...], l'OTAN est impuissante pour le moment », a-t-il considéré. Nous reviendrons plus tard sur le système Swift, mais derrière les événements se trouve un retournement historique de l'ordre du monde. Le multilatéralisme prôné par Xi Jing Ping est emmené à renverser l'ordre impérialiste. Néanmoins, il est regrettable que tout cela se fasse sur le dos du peuple ukrainien qui n'a rien demandé à personne, juste été entièrement manipulé jusqu'à élire Président un acteur qui jouait au Président sur Netflix...

« Allié mais pas vassal » Général de Gaulle sur l'OTAN

Nou artrouv'

David Gauvin

Oté

Zistoir lo pti bol do boi. Promyé morsso

Médame, médmoizèl, méssyé, la sossyété mi sava rakonte azot in zistoir mwin té fine obliyé pars sa té dann mon liv franssé kour élémèntère dézyème ané. Zot i konpran si li néna lontan, é mèm pli lontan ké lontan mé si mi rapèl bien sa in zistoir la marke amwin, pars étan pti souvan défoi ou néna pliss la sansibilité k'étan gran é kan oute vi i baskile l'ote koté-kan solèye i koush, oute sanssibilité i arvien é toudinkou wi ardovien sansibe bande zistoir momandoné i fé aou konm lo dsi fèye sonz.

Zistoir pti bol do boi

Donk, l'avé in foi in gramoun traka lo tan té fine monte dsi li. Li té i gingn pi travaye pou vréman, la min téi tranb-tranb, marshé lété difisil pou li. Son garson avèk son bèl fiy té i komans trouv li té in sharj pou zot. Sirtou lo bèl fiy kan téi fo lav linz sal lo vyé bononm, kan la soup téi vèrs a tèr é téi fo suiyé. Parl pi kan tout sort pti traka la vi la komanss tonm dsi li konm sak i apèl l'inkontinans épi la dyaré mal kontrolé. Mèm son manyèr manzé son bèl fiy téi siport pi. Pli pir i diré li téi gate la vi son famiy.

Si tèlman in zour la mète in pti tab a par pou li manjé... La mète in li a par dann in rokoin é pou pa li kass la véssèl la donn ali in pti bol do boi. Sa té i ansèrv pou manjé, pou boir la soup, pou boir kafé é pou akonpagn lo pti bol do boi la donn ali in kiyèr an boi galman. Lo pov vyé bononm dann son koin la komans tassé, konmsi la vi firamézir té i rotir dann son kor.

Poitan sa lété solid étan jenn, épi li té i konomiz pa son fors pou grandi son bande zanfan, ziska in zour son madam la désote la vi é l'èrla li la komanss dékaniyé pou vréman. La bèl fiy, mèm lo garson té i gard ali zour pou zour an dsou, an domandan, dann z'ot kèr, kansa Bondyé nora té soulaz azot in traka konmsa. Mé opliss lo tan té i pass, opliss li té la, mwinzanmwinss vivan mé vivan kante mèm.

La pankor fini

Justin